

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80 440 GLISY

Lille, le 16/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE

46 ROUTE DE NESLE
BP 70 007
80190 Mesnil-Saint-Nicaise

Références : 2023 – E10142
Code AIOT : 0005102404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE implanté BP70007 – 46 rue de Nesle 80 190 Mesnil-Saint-Nicaise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

À la suite de l'attentat du 26 juin 2015 contre un site Seveso AIR PRODUCTS en Isère et de l'acte de malveillance du 14 juillet 2015 contre un site pétrochimique des Bouches-du-Rhône, le gouvernement avait défini un programme d'actions comprenant notamment l'inspection de l'ensemble des sites Seveso sur la thématique sûreté avant la fin de l'année 2015.

Lors de la réunion du 5 janvier 2021 relative au suivi des établissements Seveso à la suite de l'accident Lubrizol, M. le Préfet de région, préfet du Nord, a demandé que tous les établissements soient de nouveau inspectés sur la thématique sûreté avant fin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE
- BP 70 007 – 46 rue de Nesle 80 190 Mesnil-Saint-Nicaise
- Code AIOT : 0005102404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TSSE exploite, sur la commune de Mesnil-Saint-Nicaise, une amidonnerie-glucoserie-distillerie utilisant le blé comme matière première. Il s'agit d'un établissement régulièrement autorisé depuis le 29/07/1996 avec un statut Seveso seuil bas et IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------------------|---|--|-------------------|
| 1 | Dispositifs anti-intrusion | Arrêté Préfectoral du 25/08/2011, article 7.3.1 | / | Sans objet |
| 2 | Dispositifs anti-intrusion | Arrêté Préfectoral du 25/08/2011, article 7.3.1.1 | / | Sans objet |
| 3 | Contrôle des accès | Arrêté Préfectoral du 25/08/2011, article 7.2.2 | / | Sans objet |
| 4 | Système de Gestion de la Sécurité | Arrêté Préfectoral du 25/08/2011, article 7.6.2.1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de cette visite sûreté, il a été constaté que l'exploitant mettait en place de nombreux contrôles et dispositifs. Les points contrôlés lors de cette inspection ne font pas l'objet de proposition de suites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs anti-intrusion

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2011, article 7.3.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. |

| |
|--|
| Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention. |
| Constats : L'établissement est clôturé sur la totalité de sa périphérie. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Dispositifs anti-intrusion

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2011, article 7.3.1.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage et contrôle des accès |
| Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Un gardiennage est assuré en permanence. |
| Constats : Il a été constaté que l'exploitant a mis en place des dispositifs permettant de contrôler l'accès de toute personne étrangère à l'établissement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Contrôle des accès

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2011, article 7.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers internes à l'établissement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent. |

| |
|---|
| Constats : Les installations à risques se trouvent à l'intérieur du périmètre clôturé et il a été constaté l'absence de stockage de substances dangereuses à proximité des clôtures. De plus, un plan des zones de l'établissement a été présenté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Système de Gestion de la Sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2011, article 7.6.2.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne |
| Prescription contrôlée : L'exploitant procède à la mise à jour de son Plan d'Opération Interne [...] |
| Constats : La mise à jour est de décembre 2022. Le dernier exercice POI a été réalisé le 1er octobre 2023. Un retour d'expérience est réalisé et plusieurs points d'améliorations ont été observés. L'exploitant indique faire des exercices avec le SDIS régulièrement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |